



Commission administrative paritaire nationale du 16 avril 2019

Déclaration préliminaire de FO

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les représentants de l'administration,

Chers collègues,

Les élections professionnelles du 30 novembre au 6 décembre 2018 ont mobilisé fortement l'ensemble des personnels du Ministère de l'Intérieur. Ils ont confirmé la Fédération de Syndicats du Ministère de l'Intérieur-Force Ouvrière comme 1^{er} syndicat représentatif du ministère de l'Intérieur.

Ce choix majoritaire est une vraie reconnaissance du sérieux et de l'engagement de chacun des syndicats de notre fédération et un plébiscite pour le travail quotidien des représentants du personnel, des idées que nous défendons et de la force de nos convictions.

Ce choix doit maintenant interroger les représentants de l'Etat sur les différentes politiques menées tant sur le fond que sur la forme. Les approches purement comptables deviennent aujourd'hui insupportables et sont rejetées massivement car elles ont un impact fort en matière de sécurité des lieux de travail, les moyens humains et matériels pour répondre à l'ensemble des exigences professionnelles, sur la santé des agents, et sur les relations de confiance entre agents et hiérarchie.

Tout ceci entraîne une démotivation des agents. Vient se rajouter à cela des pratiques de dialogue social où l'administration considère qu'elle n'est pas là que pour informer sans écouter. Cela discrédite de fait les corps intermédiaires et leur utilité.

Pendant ce temps les conditions de travail continuent à se dégrader, avec l'absence de personnel suffisant pour accomplir l'ensemble des tâches. L'urgence devenant la norme.

Que dire de l'ensemble des services du Ministère de l'Intérieur qui sont soumis à une explosion de leurs missions ;

Que dire des services civiques, nouveaux esclaves modernes de l'administration qu'on expose en première ligne aux usagers mécontents ;

Que dire des services RH qui croulent sous les commandes de toutes les structures et qui n'ont plus le temps de faire de la gestion humaine des situations ;

Malgré des alertes depuis plus de quatre ans, rien ne semble perturber ni stopper la grande machine à démotiver et à détruire le service public.

Que dire des réformes à venir de la fonction publique et de l'administration territoriale qui prévoient une politique de privatisation des missions de tous les services du ministère de l'intérieur au plus offrant,

Que dire de la contractualisation à outrance prévue des postes à forte responsabilité, ouvrant droit à une politique de co-optation sans limite et une stratégie de « cheval de Troie » pour déstructurer de l'intérieur, encore plus durement, nos services,

Que dire de la perte de sens de notre action publique à finalité comptable et « lucrative », tout en sacrifiant nos valeurs républicaines,

La FSMI-FO clame encore et toujours la dangerosité des futures réformes qui sous-couvert d'être soit-disant libérales, ont pour vocation la destruction massive, voire l'assassinat programmé et voulu de notre Etat, de notre modèle unique au monde de démocratie et de liberté contre tous les despotismes économiques, politiques et sociaux.

Face à toutes ces adversités, la FSMI-FO réitère son attachement au dialogue social actuel, au maintien du fonctionnement des CAP locales et nationales pour les mutations et les avancements des collègues, tout en sachant que les représentants viennent d'être élus lors des dernières élections professionnelles de 2018 pour un mandat de quatre ans ;

La FSMI-FO dénonce l'ouverture des postes du ministère de l'intérieur pour 40 % d'entre eux à des personnels d'autres ministères et de la territoriale, alors que la réciprocité n'existe pas.

La FSMI-FO dénonce le recrutement de fonctionnaires extérieurs au ministère à fort coût financier pouvant menacer l'équilibre des masses salariales locales et de mobilité de nos propres personnels,

En cette période de changement permanent, FSMI-FO restera vigilant aux conditions de travail de l'ensemble des collègues des différents périmètres du Ministère de l'Intérieur et réagira fermement à toute menace interne et externe des services du ministère de l'intérieur.

Quoi qu'il en soit, la FSMI-FO continue et continuera toujours à porter jusqu'ici la parole des agents pour négocier en son nom, et défendre le service public.

FO demande à ce que cette déclaration soit annexée au Procès-verbal.